

« *KETE TENE* »

GENRE,
DÉSINFORMATION
ET INSÉCURITÉ
EN RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE



« KETE TENE » *

Genre, désinformation et insécurité en République centrafricaine

JUILLET 2026

REMERCIEMENTS ET CLAUSE DE RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE

Ce rapport résulte du travail de Conciliation Resources et de ses partenaires DanChurchAid, M3D (Médias, Démocratie et Développement Durable), Coopération d'Appui Technique au Développement Communautaire (CATDEC) et Fondation Vegas Jeunesse et Développement (FVJD).

Il a été rédigé par Amy Dwyer, Kessy Martine Ekomo Soignet et Cecile Pentori. Il s'appuie sur une première collecte de données menée à bien par une équipe de Bangui regroupant Kessy Martine Ekomo Soignet, Martina Yinddong et Feralin Mindende-Mobaka, sous les bons conseils de Kennedy Tumutegyreize, Meghan Brown (Build Up), Déborah Pomboro, Aden Abdi et Alastair Carr.

Cette publication a bénéficié du généreux concours financier du Fonds pour la consolidation de la paix (FCP) du Secrétaire général des Nations Unies.

Depuis 2024, Conciliation Resources, DanChurchAid, M3D, CATDEC et FVJD mettent en œuvre le projet Les voies de l'autonomisation : faire progresser la participation des jeunes marginalisés pour promouvoir une culture pacifique et démocratique en République centrafricaine financé par le FCP du Secrétaire général de l'ONU.

Ce projet part du principe qu'en encourageant une participation importante et en toute sécurité des jeunes aux processus politiques, ceux-ci pourront développer une attitude plus positive, des stratégies d'adaptation tout en devenant moins vulnérables à la manipulation politique et aux modes d'expression violents. Pour ce faire, le projet encourage les jeunes femmes et jeunes hommes à se présenter à des postes de leadership au sein des groupes de jeunes, des organes administratifs et des institutions politiques. Il aide également les jeunes à mettre au point une plateforme de vérification des faits afin de vérifier les informations qui circulent et de contrer les discours pouvant contribuer à la haine, à la mésinformation et à la désinformation entre les jeunes, les hommes et femmes politiques et leurs communautés au sens large.

La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement à Conciliation Resources, et les points de vue exprimés ne traduisent pas forcément la position du Fonds pour la consolidation de la paix.



Publié par :

Conciliation Resources, Unit 1.1, First Floor,
Brick Yard, 28 Charles Square, London N1 6HT, UK

Design & lay-out : www.causeffectdesign.co.uk

Traduit de l'anglais par : Aude Rey

Photo de couverture : Les participants accèdent aux nouvelles locales sur leur téléphones. © Conciliation Resources.

* « petites rumeurs »

INTRODUCTION

La République centrafricaine (RCA) traverse une période de tensions accrues entre citoyens et politiques, auxquelles s'ajoute un espace civique fragile, une connectivité numérique en hausse et une exploitation croissante de l'information.

Dans ce contexte, les jeunes — qui représentent le principal groupe démographique du pays — sont dans une position délicate : ils jouent un rôle essentiel dans la transition vers la paix en RCA et sont également la cible principale des campagnes de mésinformation et de désinformation menées par des personnalités politiques, des groupes armés et des acteurs étrangers.

Les élections de fin 2025 étaient une occasion unique de renforcer la démocratie inclusive et la réconciliation. Au lieu de cela, elles ont été source de confusion et de frustration chez de nombreux jeunes. Les discours politiques ont circulé au sein d'un environnement informationnel fragmenté dans lequel des messages concurrentiels ciblant la jeunesse étaient diffusés et partagés à la radio, sur les réseaux sociaux, par des autorités locales et dans les conversations de la communauté. Du fait de ce grand nombre de sources, les informations diffusées étaient souvent inexactes, sélectives et faussées, ce qui a renforcé les peurs et la méfiance entre la jeunesse, le gouvernement et leurs communautés, notamment dans les régions où des conflits armés persistants sévissent. Les entretiens menés lors de ces recherches suggèrent que les jeunes pourraient avoir plus tendance à se tourner vers la violence afin d'exprimer leur ressentiment et leurs griefs politiques, qui découlent de cet espace civique insuffisant.

Les élections ont également mis en évidence l'utilisation de la mésinformation et de la désinformation genrées. En effet, des exemples ont été rapportés d'acteurs politiques qui auraient fait pression sur les jeunes femmes pour que celles-ci diffusent certains discours. Ils auraient également joué sur des formes précises de masculinité afin d'exercer une influence sur le soutien politique provenant des jeunes hommes, tandis que de jeunes candidates auraient été discréditées par le biais de discours en ligne.

Objectifs de recherches

Cette recherche cherche à comprendre en quoi les jeunes hommes et les jeunes femmes sont sujets à la mésinformation et à la désinformation, comment cela les impacte en fonction de leur genre, quels sont les types de contenu qui les ciblent et comment cela façonne leur implication politique et civique ainsi que la sécurité communautaire au sens large. Elle vise à soutenir

l'objectif du projet, à savoir permettre aux jeunes hommes et aux jeunes femmes de vérifier, de démystifier et d'offrir des contre-discours à la mésinformation et à la désinformation qui pourraient faire obstacle à leur implication politique et civique totale et significative. En parallèle, elle vise à générer des observations qui pourront orienter les futurs programmes et politiques visant à lutter contre la mésinformation et la désinformation genrées en RCA et ailleurs.

De plus en plus de bailleurs de fonds et de décideurs politiques reconnaissent les risques de la mésinformation et de la désinformation. Le rapport de l'ONU sur les risques mondiaux (UN Global Risk Report, 2024) identifie celles-ci comme l'une des principales menaces mondiales, à laquelle bon nombre de pays ne sont pas préparés à faire face. De plus, la désinformation aurait exacerbé les tensions lors de moments clés de la vie politique, touchant les opérations onusiennes de maintien de la paix dans des contextes tels que celui de la RCA¹. La rapporteuse spéciale des Nations unies sur la liberté d'opinion et d'expression a tiré la sonnette d'alarme concernant la montée de la désinformation genrée à travers le monde, qui constitue une menace directe aux démocraties, ainsi qu'aux valeurs et à la participation démocratique². Cependant, la compréhension de ce phénomène est partielle, notamment pour ce qui est du lien entre les hommes et la mésinformation et la désinformation, ainsi qu'entre mésinformation, désinformation et consolidation de la paix, ce que ce rapport vise à étudier.

Recommandations :

La désinformation et la mésinformation constituent un phénomène social ancré dans les relations d'identité et de pouvoir. Les interventions de consolidation de la paix doivent remettre en question les normes liées au genre et aux conflits qui déterminent la manière dont l'information est reçue, diffusée et mise en pratique. Notre recherche propose cinq recommandations pour lutter contre la désinformation et les fausses informations :

1. Remettre en cause les discours préjudiciables et instaurer la confiance à différents niveaux de la société
2. Concevoir des interventions qui répondent à la manipulation des rôles de genre et à la misogynie
3. Déconstruire les discours de peur liés à l'histoire du conflit
4. S'appuyer sur les formes émergentes de masculinité civique
5. Renforcer les compétences et les mécanismes en matière de culture numérique sensibles au genre.

QU'EST-CE QUE LA MÉSINFORMATION ET LA DÉSINFORMATION, ET QUELLE INCIDENCE ONT-ELLES SUR LES HOMMES ET LES FEMMES ?

Par mésinformation, on entend la diffusion involontaire et sans intention malveillante d'informations fausses, inexactes ou qui prêtent à confusion. La désinformation, elle, se caractérise par des informations ayant délibérément été inventées ou manipulées dans le but de tromper un public. Identifier l'intention derrière un partage d'information peut s'avérer difficile. La mésinformation et la désinformation ont toutes deux un impact direct sur la paix et la sécurité, car elles peuvent potentiellement générer des désaccords, saper la confiance et attiser la violence³.

Par désinformation genrée, on entend la création et la dissémination de contenu mensonger ou trompeur tirant profit des stéréotypes de genre dans le but d'attaquer ou de susciter des réactions de la part d'un public précis. Elle apparaît comme un corollaire de mouvements autoritaires plus vastes qui instrumentalisent les questions de genre afin de rallier à leur cause des appuis politiques conservateurs, d'exacerber des dossiers polarisants et de jouer sur les craintes de changements sociaux et politiques⁴.

La désinformation genrée peut servir à exclure des postes de pouvoir des femmes, des personnes issues de minorités sexuelles ou de genre ainsi que des hommes. Par exemple, des femmes politiques, journalistes ou leaders au sein de la société civile ont fait l'objet de la divulgation sur internet de données et d'informations personnelles, de piratages informatiques, de propos haineux, de *deepfakes* (images générées par l'IA) à caractère sexuel, de *sextorsion* (chantage à caractère sexuel sur menace de diffusion de photos intimes), ainsi que de *trolling* (pratique visant à nuire ou à entraver les échanges sur les réseaux sociaux et internet) à caractère misogyne, et ce dans le but de saper leur autorité, de les couvrir de honte et de les contrôler. Selon des rapports récents, des images truquées par intelligence artificielle (IA) ont également servi à discréditer des hommes occupant des positions de leadership en jouant sur des préjugés et tabous culturels ayant trait au genre et à la sexualité (par exemple, des images représentant ces individus se livrant à des relations homosexuelles ou s'habillant en femme). Les cibles de ce harcèlement se retrouvent souvent face au dilemme de se taire ou de continuer à faire l'objet d'abus et d'injures⁵.

La désinformation genrée peut également servir à rallier des hommes. Par exemple, la « crise de la masculinité digitale »⁶ renvoie à la façon dont les environnements numériques offrent des solutions au mécontentement que ressentent certains hommes face à la perte de leur statut au sein de la société. Ces espaces diffusent des discours fallacieux en faisant souvent passer les femmes pour des oppresseurs et en proposant de remédier à la perte de statu des hommes par des moyens violents⁷.

L'objectif principal de la désinformation genrée étant de façonner les perceptions en matière de genre et du rôle des femmes au sein de la société, mais aussi de renforcer les structures patriarcales, celle-ci varie fortement en fonction du contexte. Elle fait appel à des contenus à forte connotation émotionnelle ajustés en fonction du contexte local et profite de situations explosives comme par exemple des élections pour renforcer son influence⁸.



Vue de Kaga Bandoro, une des localités du projet. © Conciliation Resources

Méthodologie

En novembre 2025, peu avant le début de la campagne électorale officielle en RCA, Conciliation Resources et une équipe de chercheurs de Bangui ont mené des entretiens et animé des groupes de discussion auprès de jeunes hommes et jeunes femmes, de leaders communautaires, des autorités locales, des politiques, des anciens des communautés et d'acteurs religieux. Quarante-quatre individus nous ont fait part de leur point de vue. Nous avons analysé des variables telles que le genre, l'âge, le statut social et la zone géographique afin de mettre en évidence des tendances et des différences significatives selon l'endroit.

Les recherches portaient sur trois contextes très différents et pourtant complémentaires : Bangui, la capitale politique et le berceau des médias du pays, ainsi que Sibut et Kaga Bandoro, villes de l'axe nord-centre marquées par de forts souvenirs du conflit et le rôle déterminant qu'y jouent les autorités locales, religieuses et communautaires. Ces lieux nous ont donné des indications quant aux dynamiques urbaines ayant trait à une forte connectivité de l'information d'une part, et à la réalité des villes de passage, au sein desquelles les rumeurs, la sécurité et l'autorité morale jouent un rôle prépondérant dans la circulation de l'information.

En partenariat avec Build Up (une organisation de consolidation de la paix digitale), l'équipe a également utilisé Phoenix, une plateforme open source conçue pour permettre aux acteurs de la consolidation de la paix de mener un travail d'écoute éthique et participatif sur les réseaux sociaux (*social listening*). Ce travail visait à effectuer une veille sur la représentation qui était faite des jeunes, des femmes et des hommes candidats à un poste politique sur des comptes de réseaux sociaux donnés (par exemple, des comptes liés à des journaux, des sites d'information, des journalistes et des leaders politiques très influents). Bien que cette méthode ait présenté certaines limites, telles que le fait de ne pouvoir surveiller que les comptes publics, elle a quand même permis de réaliser une triangulation méthodologique des observations recueillies lors des entretiens et des groupes de discussion.

Un atelier de validation s'est déroulé en avril 2026 à Bangui. À cette occasion, 21 partenaires du projet et membres de la communauté de Kaga Bandoro et Sibut se sont rassemblés afin de confirmer les résultats des recherches préliminaires, de dresser des comparaisons entre les trois lieux et d'en déterminer les implications pour tout futur travail de consolidation de la paix.

CONSTATS PRINCIPAUX

1. La mésinformation et la désinformation attisent l'insécurité au sein des communautés

Du fait d'années de violence armée, la confiance entre les communautés et les autorités en RCA demeure fragile, et les souvenirs du conflit, vifs.

La mésinformation et la désinformation tirent parti de la peur des gens en leur fournissant des explications immédiates et recevables dans des situations complexes et incertaines. Lorsque les informations officielles tardent à être confirmées ou démenties, les rumeurs se propagent vite, circulant généralement dans les quartiers, les marchés et les lieux de culte. Les exemples identifiés lors de nos recherches montrent que la mésinformation et la désinformation dépendent du contexte.

Ainsi, Kaga Bandoro demeure associé à des épisodes de violence armée, de déplacements forcés et d'érosion de la communauté. L'information y agit au sein d'un environnement restreint, mais à haute charge émotionnelle. La désinformation peut tirer parti de ceci en propageant de fausses alertes et des signalements non vérifiés de mouvements armés ou de tensions entre communautés. Les personnes interrogées ont mentionné les exemples de chauffeurs de taxis-motos qui répandaient de fausses rumeurs selon lesquelles la *Séléka* et les factions armées de l'axe *Dékoa* étaient en ville et prévoyaient d'attaquer et d'incendier des maisons, ce qui a entraîné la fuite de certains habitants. De même, du fait de rumeurs selon lesquelles des groupes armés préparaient des attaques ciblées durant les élections, l'Africa Corps russe (anciennement connue sous le nom de groupe Wagner) a occupé le *Parc des bœufs*, ce qui a été source d'angoisse de taille pour les communautés. Un autre exemple mentionnait la diffusion de photos d'un homme qui avait soi-disant été arrêté par le gouvernement. Cependant, il a par la suite été établi que l'herbe qui apparaissait en arrière-plan était verte, ce qui ne devrait pas être le cas lors de la saison sèche. La photo s'est avérée être celle d'un leader du M23 en République Démocratique du Congo (RDC), mais elle avait été détournée pour attiser la peur au sein des communautés de la RCA. Une autre rumeur selon laquelle un ancien préfet musulman avait été envoyé pour attaquer des communautés situées sur l'axe *Grévaï* a quant à elle abouti à l'incendie criminel de la maison de celui-ci et à l'intervention de la MINUSCA pour le protéger.

De son côté, Sibut est une ville de passage traversée par des flux humains, économiques et d'information qui alimentent une perception d'alerte maximale et de vulnérabilité permanente. L'information y est avant tout utilisée comme un moyen d'avertissement, car les résidents souhaitent surtout comprendre ce qui pourrait avoir des conséquences sur leur sécurité immédiate et

leurs déplacements. Les discours de désinformation sont souvent perçus comme des tentatives d'anticiper ou de protéger la communauté face à un risque potentiel, ce qui rend leur contestation difficile. Des participants ont ainsi mentionné des rumeurs selon lesquelles la *Séléka* cherchait à capturer le chef de la communauté, qui par conséquent avait pris la fuite sans que personne ne sache où il se trouvait. D'autres ont indiqué que des jeunes redoutaient de voter pour des candidats musulmans, car on leur avait dit que la *Séléka* reviendrait alors au pouvoir et transformerait la RCA en une république islamique.

« Chaque année lors des élections, la même rumeur circule qui dit que les groupes armés vont attaquer la ville. Les gens paniquent, font des réserves de nourriture et de sel, et les parents refusent d'envoyer leurs enfants au défilé qui célèbre l'anniversaire de l'indépendance »

un participant aux recherches

À Bangui, la jeunesse est exposée à une circulation rapide de discours politiques, sécuritaires et sociaux qui se font souvent concurrence. Les stations de radio nationales et communautaires, les réseaux sociaux, les chaînes d'information internationales et le bouche-à-oreille coexistent. Cette « surabondance d'informations » peut rendre les gens plus sensibles aux rumeurs, sous fond de mésinformation et de désinformation utilisées, semblerait-il, pour attiser les tensions entre les jeunes et les autorités. Par exemple, il se disait que certains partis politiques voulaient diviser le 7^e arrondissement (un quartier résidentiel situé le long de la rivière Oubangui). Un autre exemple de mésinformation faisait allusion au fait que les pouvoirs surnaturels du Président étaient à l'origine du défaut électrique à cause duquel un incendie qui a coûté la vie à des dizaines de lycéens s'était déclaré dans le *lycée Bodanga*, ce qui a poussé les jeunes à se soulever.

De tels exemples de mésinformation et de désinformation affectent profondément la sécurité communautaire en créant un climat d'incertitude qui déclenche souvent des réactions rapides. Il est fréquent que femmes et enfants fuient en réponse à ces fausses alertes d'une reprise d'activité des forces armées, et des individus en profitent alors parfois pour piller leurs maisons. Dans d'autres cas, et notamment dans des moments particulièrement propices à la mésinformation et à la désinformation tels que les élections présidentielles, les parents sont réticents à

envoyer leurs enfants à l'école. Certains individus ont même rapporté avoir fui dans des pays voisins et peiné à ensuite pouvoir récupérer leur maison à leur retour.

Il est également évident qu'il est parfois difficile de faire la distinction entre mésinformation et désinformation. Par exemple, des rumeurs de prime abord bien intentionnées traitant des activités de groupes armés peuvent rapidement être détournées pour instiller la peur dans les esprits et inciter à la violence. Ainsi, des jeunes ont mentionné que des pairs étaient allés s'entraîner comme les *anti-Balaka* par eux-mêmes dans le bush afin de se préparer à des menaces attendues, tandis que

des rumeurs selon lesquelles les ex-combattants qui rendaient leurs armes risquaient la prison poussaient bien des jeunes ex-combattants à les conserver.

« Certaines personnes souhaitent qu'une communauté soit constamment déstabilisée — elles propagent des rumeurs afin que les gens soient en permanence sur le qui-vive »

un participant à l'atelier de validation

COMMENT LE PARTAGE D'INFORMATIONS SE FAIT-IL EN RCA ET À QUELLES SOURCES LES GENS FONT-ILS CONFIANCE ?

En tant que foyer du pouvoir politique, des médias nationaux, de la société civile et d'une forte concentration de jeunes à la situation économique incertaine, Bangui fait office de « laboratoire » de la mésinformation et de la désinformation : les informations qui y circulent sont rapidement amplifiées ou réinterprétées dans les quartiers et au-delà de la capitale. Les jeunes de Bangui ont déclaré être surexposés aux réseaux sociaux, mais également se méfier de Facebook et WhatsApp, reconnus comme des vecteurs majeurs de fausses informations et de discours polarisants. Les groupes d'influenceurs tels que Corbeaux News Centrafrique (CNC) ou 236 Magazine partagent fréquemment des informations erronées de nature politique auprès de milliers d'abonnés. À Bangui, les principales sources d'information sont les réseaux sociaux, la radio (Radio Centrafrique, Guira FM, Radio Ndeke Luka, Voix du peuple et Voix de l'évangile), la télévision (France 24, Africa 24, Centrafrique, Al Jazeera), les rumeurs, les leaders politiques et les journaux.

Néanmoins, la rapidité de propagation de la mésinformation et de la désinformation à Bangui permet aux individus d'être mieux préparés à vérifier et discréditer les discours associés. Par exemple, notre partenaire de consortium Médias, Démocratie et Développement Durable (M3D) aide les communautés à comparer les contenus de différentes sources d'information, à utiliser des outils de vérification de faits tels que la recherche Google Images, Yandex et InVID, à contacter les éditeurs afin d'examiner minutieusement la fiabilité de l'information et à obtenir des preuves pour appuyer l'information ou au contraire démystifier la mésinformation et la désinformation.

À Kaga Bandoro, nos recherches ont identifié comme sources d'information courantes la radio (Radio Kaga, Guira FM, La voix de Kaga et Radio Lengo Sango), les assemblées communautaires, les associations de jeunes et les groupes WhatsApp, l'église, la télévision et le bouche-à-oreille. Les jeunes ont tendance à partager les informations lors de rencontres entre amis, que ce soit dans des cinémas, devant des boutiques ou en partageant un repas ou un verre. Il est généralement admis que les réseaux sociaux sont une plateforme où l'information est déformée et où les faux profils abondent.

À Sibut, les principales sources d'information sont la radio (Ndékè-Luka, Guira FM et RFI), les organisations non gouvernementales, ainsi que les leaders communautaires et religieux. Les personnes interrogées ont déclaré vérifier les informations auprès des leaders communautaires, des maires, des gouverneurs et lors d'assemblées associatives communautaires. Il y a bien utilisation des réseaux sociaux pour s'informer, mais cela repose sur un petit nombre de personnes ayant accès à internet et faisant ruisseler l'information. La crédibilité de ces réseaux sociaux a été remise en question par les personnes interrogées, qui les associent souvent à la diffusion de fausses informations.

Si l'on considère ces trois contextes réunis, les stations de radio (et notamment les stations nationales et communautaires) demeurent les sources d'information les plus fiables, surtout quand elles relaient des déclarations des autorités ou des responsables des forces de sécurité. Cependant, la confiance qui leur est accordée est conditionnelle : elle repose sur la perception que les gens ont de la capacité des médias à corriger ou réfuter la mésinformation. Lorsque les stations de radio tardent à confirmer ou à démentir des informations, la confiance s'érode et les rumeurs prennent le dessus et se propagent rapidement. Le bouche-à-oreille est également considéré comme l'une des sources les plus fiables d'information (on entend par là le fait que deux ou trois personnes donnent la même information), aux côtés des chefs communautaires qui relaient les informations fournies par les maires et préfets.

2. Les jeunes hommes et les jeunes femmes sont plus sujets à la mésinformation et à la désinformation et y réagissent de manière différente

La question du genre conditionne la vulnérabilité d'un individu face à la mésinformation et à la désinformation, ainsi que sa manière d'y réagir.

À Kaga Bandoro et Sibut, les communautés vivent majoritairement dans un vide informationnel, car éloignées de la capitale et du centre du pouvoir. Les jeunes y ont un accès limité aux journaux ou aux réseaux sociaux, car la couverture internet est faible et les émissions de radio locales sont parfois interrompues. La disparité des niveaux d'éducation rend difficiles la compréhension intégrale et la capacité à démontrer la fausseté de toute mésinformation et désinformation, car celles-ci circulent souvent en français plutôt qu'en sango.

Dans un tel contexte, les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables à la mésinformation et à la désinformation. Elles dépendent fortement du bouche-à-oreille et des informations partagées par des clients sur les marchés ou par des chauffeurs de taxi-moto pour s'informer. Les communautés ont remarqué que très peu de jeunes femmes ont accès à des smartphones pour vérifier les informations (en effet, elles craignent d'être accusées de faire partie d'un groupe armé si elles venaient à en posséder un) et que nombre d'entre elles ont honte d'aller vérifier des informations auprès des autorités. Certaines femmes, telles que les jeunes veuves de confession musulmane, ont été décrites comme étant « prises au piège dans une dynamique de survie » qui les pousse à se concentrer principalement sur leur sécurité et leurs moyens de subsistance immédiats, qui limitent leurs ressources et leur capacité à aborder les informations qui leur parviennent avec un esprit critique.

Les jeunes hommes, quant à eux, sont souvent exposés à la mésinformation et à la désinformation par le biais de leur rôle en matière de commerce et le fait qu'ils parcourent de longues distances. Les exemples de jeunes hommes qui ont fait circuler de la désinformation pour créer des mouvements de panique et pouvoir voler des biens au sein de communautés, ont été mentionnés plusieurs fois, bien que les gens aient quand même tendance à faire confiance aux informations que ceux-ci transmettent. Par exemple, il a été plusieurs fois question dans les entretiens de jeunes hommes ayant averti la population d'une attaque prévue par un groupe d'hommes sur l'axe *Grimari*⁹ qui s'est avérée vraie (ce groupe d'hommes ayant bel et bien pillé des communautés locales). Les informations partagées par les jeunes femmes sont en revanche plus susceptibles d'être perçues comme des ragots, ou *kete tene* (« petites rumeurs »).

En comparaison, les jeunes hommes ont également plus de pouvoir pour ce qui est de partager ou combattre la mésinformation ou la désinformation : ayant plus accès aux smartphones que les femmes, on compte souvent sur eux pour faire ruisseler l'information au sein de leurs communautés. Néanmoins, ils restent des cibles vulnérables de la désinformation : les participants nous ont donné comme exemple la mise en circulation de photos truquées représentant de jeunes hommes actifs politiquement, tout nus ou avec des mutilations génitales dans le but de les humilier.

3. La mésinformation et la désinformation genrées sont partagées par plusieurs acteurs, ce qui les rend plus difficiles à contester

D'après nos recherches, plusieurs acteurs jouent un rôle dans la diffusion de la mésinformation et de la désinformation genrées.

Il en ressort que les hommes et femmes plus âgés sont un groupe particulièrement actif dans le partage de la désinformation concernant de jeunes candidates aux postes politiques. Les participants s'estimaient moins susceptibles de lire le contenu en entier, de vérifier et de s'interroger sur les sources des informations reçues et plus enclins à les valider d'office en fonction de qui les leur avait envoyées. En outre, démystifier des images et vidéos de candidats politiques truquées par l'IA peut s'avérer particulièrement complexe pour les personnes plus âgées, du fait qu'elles semblent si réalistes et qu'elles sont parfois partagées par des journalistes perçus comme des autorités.

« Dans notre contexte, l'IA peut déclencher une guerre »

un participant à la recherche

Les acteurs politiques se servent également de discours qui font appel à des formes de masculinité spécifiques (telles que l'autorité et la loyauté au parti) lors des périodes d'élections, et ce à deux fins : d'une part pour renforcer leur propre légitimité en tant que candidats, et d'autre part pour gagner le soutien politique des jeunes hommes. Les participants ont mentionné des cas où des politiques ont fait pression sur des femmes du parti présidentiel pour qu'elles partagent des informations désobligeantes au sujet de candidates de l'opposition. Il a également été question de personnalités politiques versant de l'argent à de jeunes femmes et travaillant avec des acolytes au sein d'organisations de la société civile bien placées (telles que le Conseil consultatif national de la jeunesse) dans le but de diffuser des informations partiales.

La façon qu'ont les jeunes d'utiliser eux aussi la mésinformation et la désinformation est également genrée. Par exemple, les participants ont souligné qu'en RCA, les hommes avaient tendance à se servir de la désinformation de manière plus stratégique que les femmes. Ils ont ainsi mentionné leur utilisation de l'IA dans le but de se donner une bonne image, et dans certains cas en matière de politique, de démentir des rumeurs de corruption. D'un autre côté, ils estimaient que l'IA avait tendance à être utilisée contre les femmes (en exagérant ou en modifiant par exemple leur apparence physique).

Les chauffeurs de taxi moto sont également perçus comme une source fiable d'information de par leurs contacts avec les forces de sécurité et leur connaissance des mouvements des groupes armés. Ainsi, des chauffeurs de motos-taxis auraient averti des communautés au sujet de coups de feu qui ont bien eu lieu lors de la visite du président à Kaga Bando. Pourtant, les participants ont déclaré que ces chauffeurs contribuaient aussi au partage de la mésinformation et de la désinformation, notamment par le biais de messages vocaux enregistrés sur des clés USB. Tout ceci a des conséquences genrées : ainsi, la mésinformation et la désinformation ayant trait à des menaces imminentes poussent parfois les femmes et les enfants à fuir et quitter leur domicile.

« Lorsqu'il est question de réunions politiques et de manifestations, elles [les personnalités politiques] sont convaincues qu'il est plus simple de convaincre et de manipuler les femmes »

un participant à l'atelier de validation

4. La désinformation tire parti de la masculinité pour exacerber les divisions et l'insécurité

Lorsqu'elle renforce des identités masculines socialement valorisées telles que celles liées à la protection de la communauté et à la fierté, la désinformation prospère.

Par exemple, on entend par « masculinité protectrice » les pressions qui pèsent sur bien des hommes et qui les enjoignent à assurer la sécurité des gens et de leur propriété, à se montrer loyaux envers la communauté, à faire preuve de vigilance et à anticiper et réagir rapidement face à une menace éventuelle. Ce type de masculinité est particulièrement valorisé dans des contextes comme celui de la RCA, qui sont marqués par une longue période d'insécurité et le souvenir du conflit. Cela façonne également la façon dont les menaces

sont perçues, interprétées et combattues. Les discours de désinformation jouent sur ces pressions sociales en faisant circuler de fausses alertes sécuritaires, des rumeurs concernant le retour d'ex-combattants ou des menaces imminentes, ainsi que des discours alarmistes concernant l'avenir politique du pays, pensés pour mobiliser les jeunes hommes au sein de groupes d'autodéfense et les pousser à combattre. La capacité qu'ont ces discours de déclencher chez les hommes une peur de ne pas protéger leurs communautés ou d'échouer dans le rôle social qui leur est attribué, même si elle est illusoire, rend ces discours attrayants indépendamment de leur véracité.

D'après les participants, quand de telles alertes de sécurité circulent, les chefs des villages convoquent généralement les hommes de la communauté pour mettre au point une stratégie de protection du village. Cela consiste parfois à positionner des hommes à différents postes de guet et à envoyer des « espions » recueillir de plus amples informations. Parfois, les anciens de la communauté renforcent les attentes qui pèsent plus particulièrement sur les jeunes hommes en matière de protection, les accusant de se comporter comme des femmes s'ils prennent la fuite et manquent à leur devoir de défense de la communauté.

« L'on considère que fuir, c'est montrer son point faible. Cela entachera l'image de votre communauté face à une menace potentielle »

un participant à l'atelier de validation

La masculinité dite de l'« homme pourvoyeur » met l'accent sur l'importance pour les hommes d'avoir une autonomie et des moyens financiers, de distribuer des ressources et de prendre soin de leur ménage et de la communauté au sens large. Ce type de masculinité est particulièrement apprécié dans des contextes d'insécurité économique, ce dont les discours de désinformation tirent souvent parti en promettant aux hommes un accès à des ressources, des perspectives économiques et des avantages matériels. Cela peut inciter davantage d'hommes à répondre à des discours qui semblent proposer des solutions immédiates à la pauvreté, comme le font ceux des groupes armés.

Enfin, la « masculinité performative » met en avant la notion de fierté, de visibilité, d'influence et de crédibilité d'un homme en public. La désinformation trouve un terrain propice auprès des réseaux masculins, au sein desquels la reconnaissance sociale, l'assertivité et la capacité à capter l'attention d'autrui priment sur la circonspection et l'exactitude en matière d'information partagée. Ceci peut renforcer la tendance des jeunes hommes en particulier, mais pas que, à faire circuler une information sans en vérifier la source ou bien à partager des discours polarisants afin de gagner en légitimité.



5. La question du genre et la désinformation interagissent et concourent à façonner les priorités et la participation des jeunes hommes et femmes en matière de politique

Les normes de genre contribuent d'une manière décisive à façonner et à déterminer ce qui est perçu comme une participation politique et civique valable, ainsi que les sujets sur lesquels il est acceptable de s'exprimer et les façons adéquates de s'impliquer. La mésinformation et la désinformation renforcent ensuite ces mêmes attentes.

Dans les régions urbaines telles que Bangui, les participants nous ont expliqué qu'on attendait principalement des hommes qu'ils soient éduqués, qu'ils aient de l'argent, un réseau, une capacité à s'exprimer en public, et qu'ils jouissent d'une bonne visibilité et d'une reconnaissance sociale. De ce fait, les jeunes hommes sont plus susceptibles d'être actifs sur le plan politique, en se concentrant en priorité sur les questions de sécurité, d'emploi, de politique partisane et de lutte contre les comportements contraires aux bonnes mœurs tels que la consommation de drogues et le banditisme. Les enjeux de soins, de santé des femmes, de dialogue communautaire et de prévention des conflits sont volontiers associés à la notion de vulnérabilité et sont en décalage avec les formes dominantes de masculinité, ce qui leur vaut d'être considérés comme moins prioritaires.

À Sibut et Kaga Bandoro, la masculinité prônée accorde par-dessus tout de la valeur aux notions de responsabilité, de bravoure, de courage, de retenue et de respectabilité sociale. Un vrai homme est un homme qui subvient aux besoins de sa famille, se comporte dignement et contribue au maintien de l'ordre social et communautaire. Par conséquent, les jeunes hommes jouent un rôle clé en tant que garants de la stabilité et s'impliquent civiquement lorsqu'il s'agit d'exercer une surveillance officieuse, d'effectuer une médiation locale et de participer à des initiatives religieuses et communautaires. Les questions de mutilation génitale, de violence basée sur le genre, d'éducation des femmes, de conflits entre femmes (notamment autour des points d'eau) et de soins sont généralement plus souvent considérées comme relevant du domaine des *mamans* de la communauté plutôt que de celui des hommes.

Ces normes limitent également l'expression de formes plus critiques ou assertives d'implication civique et politique chez les jeunes hommes. Exprimer ouvertement des critiques ou des doutes peut être interprété comme un signe de faiblesse ou d'irresponsabilité. À Sibut, les discours de mésinformation présentent l'implication politique des jeunes comme étant risquée et intimement liée à la sorcellerie. Cette invitation à la circonspection peut se traduire par un retrait des jeunes hommes des espaces politiques visibles, notamment lors des périodes d'élections.

Chez les jeunes femmes, les normes de genre (en matière de respectabilité, d'obéissance, d'obligations familiales et de discrétion, par exemple) agissent comme une barrière structurelle à leur participation

politique. Les jeunes femmes sont de plus fréquemment jugées selon des critères moraux plus stricts. La désinformation joue un rôle clé lorsqu'il s'agit de sanctionner les femmes qui transgressent les normes sur le plan moral. Par exemple, les discours ayant trait aux candidates à des postes politiques non mariées les présentent comme « imposant » leur point de vue aux hommes et aux femmes, les accusent d'être aidées par des « parrains » et soutiennent qu'elles sont uniquement parvenues là où elles sont grâce à leurs relations politiques et non par mérite. Il nous a été fait part d'un exemple particulièrement perturbant : une candidate s'est vue contrainte de quitter le pays après qu'une fausse photo d'elle à caractère obscène a été diffusée, la poussant à ne plus briguer de mandat.

« Les gens sont plus susceptibles de voter pour un homme n'ayant pas fait d'études que pour une femme diplômée, mais disposant de moins de moyens financiers »

un participant à l'atelier de validation

Le contexte électoral a amplifié cette dynamique. Alors que les candidats hommes étaient souvent décrits à travers leur capacité à mobiliser les communautés (en finançant par exemple des activités et en attirant des foules sur les lieux de rendez-vous) ou leurs aptitudes scientifiques, militaires ou en matière d'économie, les candidates, elles, faisaient l'objet d'un examen minutieux de leurs finances personnelles et se voyaient souvent rappeler les responsabilités qui leur avaient été confiées. Ainsi, un commentaire laissé sur les réseaux sociaux d'une dirigeante politique disait : « *Bonsoir Madame le maire, on t'a voté déjà [...] mais il faut que tu comprennes que c'est une responsabilité qui est lourde. Donc tu vas réagir comme des hommes. Mes félicitations* » Les communautés nous ont également fait part de nombreux exemples de rumeurs visant à instiller la peur et à décourager les femmes de se présenter aux élections. Il était par exemple question de candidats hommes s'entretenant.

Néanmoins, nos recherches ont mis au jour de nombreux exemples de femmes fortes réussissant à des postes de leader, mais qui ne ressortent pas autant dans les discours informationnels en vue. Ces exemples ont cependant tendance à concerner des femmes plus âgées, et par conséquent plus respectées. À Kaga Bandoro, les candidates ont mobilisé d'autres femmes grâce à des activités génératrices de revenus et ont également défendu des jeunes lors d'arrestations légitimes. À Bangui, la « Dame de Fer » — une grand-mère du coin se présentant aux élections municipales — est appréciée pour ses réponses rapides et efficaces aux conflits locaux et aux deuils. Un groupe de femmes leaders a également intenté une action en justice contre le fils du conseiller spécial d'un ministre qui avait lancé un direct sur Facebook dénigrant les femmes centrafricaines.

6. La mésinformation et la désinformation peuvent à la fois générer un sentiment d'appartenance et entraîner une polarisation sociale

Il est important de noter que la mésinformation et la désinformation créent une polarisation intercommunautaire, mais qu'elles aident également à prévenir la dissonance sociale. Les efforts pour les combattre doivent donc être soigneusement pensés.

Certains exemples de désinformation mentionnés avaient été élaborés afin de générer des tensions entre les communautés et les ex-combattants qui étaient de retour. Les rumeurs présentant les jeunes ex-combattants comme étant « méchants » visent à instiller la peur et à imposer le respect. La désinformation qui circule au sujet des ex-combattantes tend à les stigmatiser (en déclarant par exemple qu'elles ont été victimes d'abus sexuels ou qu'elles pratiquent la sorcellerie), omettant les rôles complexes qu'elles jouent au sein des groupes armés. Il a également été souligné que la désinformation est devenue un « commerce » : certains membres de la communauté sont payés pour répandre des rumeurs qui ciblent d'autres personnes de la communauté (à des fins de vengeance, par exemple). La mésinformation et la désinformation façonnent également les perceptions locales sur les partenaires internationaux en RCA. Ainsi, pour certains participants, les pays occidentaux ont introduit les smartphones sur le continent afin de générer des tensions entre Africains. En revanche, les jeunes faisaient grandement confiance aux alliés russes pour démystifier toute désinformation et maintenir les communautés en sécurité.

Pourtant, en parallèle, être inclus dans les discours partagés au sein d'un groupe (que ce soit la famille, la communauté ou un groupe religieux ou politique) peut atténuer l'isolement d'une personne et lui procurer un sentiment d'appartenance. En effet, des études ont démontré que les êtres humains étaient plus susceptibles de partager de fausses informations lorsqu'ils cherchaient à appartenir à un groupe, à se forger une réputation ou à établir un consensus social¹⁰. Les participants ont ainsi parlé d'un chef de village qui avait déclaré que toutes les tribus du groupe ethnique Mandja avaient un ancêtre commun. Bien que faux, ce message a créé un sentiment d'unité entre plusieurs tribus à Sibut, et les participants ont qualifié cet exemple de « désinformation utilisée à bon escient ». Par conséquent, remettre en cause de genre d'information peut être perçu comme une façon de prendre ses distances vis-à-vis d'un groupe, voire comme une forme de déloyauté. En outre, étant donné le profond lien entre désinformation et normes de genre, remettre en cause une information est parfois vu comme une remise en question par l'individu de son propre statut ou rôle, ce qui représente pour lui un coût social élevé et constitue un risque de se voir devenir l'objet de raillerie et d'exclusion.

RECOMMANDATIONS

Comme l'indiquent ces recherches, plus que de simples anomalies informationnelles à corriger, la mésinformation et la désinformation sont des phénomènes ancrés dans les questions d'identité et de rapports de pouvoir. Les actions prises afin d'y faire rempart n'auront des résultats que limités et fragiles tant qu'elles se limiteront à modérer les contenus ou à vérifier les informations sans remettre en question les normes en matière de genre et de conflit qui façonnent la manière dont les gens reçoivent, font circuler et prennent des mesures en réponse à une information donnée. Les recommandations suivantes visent à favoriser la mise en place d'approches plus efficaces et tenant compte des questions de genre pour lutter contre la désinformation et les fausses informations.

- 1. Lutter contre les discours préjudiciables et instaurer la confiance à différents niveaux de la société.** Ces recherches démontrent que plusieurs acteurs contribuent à générer, partager et recevoir de la mésinformation et de la désinformation, ainsi qu'à perpétuer les normes et les attentes qui pèsent sur les jeunes. Les anciens et les communautés légitiment ces dernières, les politiques les instrumentalisent, les médias les disséminent, et les pairs et influenceurs les sanctionnent ou les récompensent. Dans un tel système, il est fort probable que les interventions ne visant qu'un seul acteur ou niveau de socialisation n'aient qu'un impact limité. Les acteurs de la consolidation de la paix sont bien placés pour intervenir à différents niveaux et instaurer une confiance entre différents groupes dans le but de remettre en question les discours préjudiciables. Ils pourraient également travailler avec les élites politiques afin de leur démontrer que la désinformation dessert leurs intérêts à long terme et de les encourager à faire circuler des informations plus exactes auprès des électeurs à l'approche des élections.
- 2. Concevoir des interventions qui répondent à la manipulation des rôles de genre et à la misogynie.** Bien des actions partent du principe que la mésinformation et la désinformation sont avant tout des défis cognitifs : elles estiment par exemple que celles-ci sont liées au manque d'accès à des sources d'information fiables, à des lacunes en matière de compétences de vérification de l'information ou à une faible littératie médiatique. Bien que ces compétences soient importantes, une approche intégrée nécessite d'examiner les façons dont différents acteurs se servent des rôles de genre et de la misogynie afin de faire pencher l'opinion publique et de priver de leur voix certains groupes, mais aussi de regarder la manière dont la peur est instillée autour de la question de transgression des normes de genre traditionnelles. Cette approche intégrée contribuerait à renforcer la prise de conscience et la résilience des jeunes et de leurs communautés au sens large face à ce type de discours.
- 3. Analyser les discours de peur liés à l'histoire du conflit.** Il ressort de nos recherches que la mésinformation et la désinformation en RCA sont profondément enracinées dans des discours axés autour de la peur et souvent liés à l'histoire du conflit. Il est par conséquent beaucoup plus difficile de les déconstruire. Les acteurs de la consolidation de la paix peuvent fortement œuvrer avec les communautés pour que celles-ci expriment leur expérience du conflit, partagent leurs frustrations de longue date et créent des espaces sûrs où elles puissent analyser les raisons qui se cachent derrière la création et la diffusion de la mésinformation et de la désinformation. Ils peuvent également les aider à examiner avec un esprit critique les informations qui leur parviennent dans le contexte actuel, plutôt qu'en se focalisant uniquement sur le contexte passé.



4. **S'appuyer sur de nouvelles formes de masculinité civique.** Nos recherches ont identifié une forme de masculinité civique qui émerge à Sibut. Celle-ci repose sur les notions de responsabilité sociale, de dialogue, d'inclusion et de participation pacifique à la vie communautaire. Ces normes dirigent la participation civique vers des actions utiles à la cohésion sociale et à la prévention des conflits, et pourraient être utilisées pour lutter contre la mésinformation et la désinformation genrées. Par exemple, des actions pourraient encourager les jeunes hommes à se dresser contre la propagation de la mésinformation et de la désinformation au sein de leurs cercles d'amis en faisant remonter les discours inappropriés et en refusant de donner plus de poids aux discours haineux liés au genre.
5. **Renforcer les compétences et mécanismes de littératie numérique sensible aux questions de genre.** Aux yeux des participants, la lutte contre la mésinformation et la désinformation devrait indéniablement commencer au sein des familles et de la communauté puis s'élargir vers l'extérieur.

Les organisations de consolidation de la paix pourraient s'associer à des experts des médias pour contribuer à former les communautés aux outils de vérification de faits, au rôle de l'IA dans la diffusion de la mésinformation et de la désinformation, à l'évaluation d'un contenu informationnel et à la vérification des sources. Par la suite, des plans d'action communautaires pourraient être mis en œuvre : cela pourrait passer par la désignation d'interlocuteurs chargés de vérifier les informations signalées, d'analyser les schémas récurrents de la mésinformation et de la désinformation et d'aider les communautés à analyser et à gérer leurs réactions à de telles informations (par le biais de contre-discours, de campagnes de mise à distance critique et de la reprise en main d'espaces numériques pour encourager le dialogue communautaire, par exemple). Les personnes plus âgées représentent un groupe à haut risque en matière de transmission de la mésinformation et de la désinformation. Pourtant, jusqu'à présent, elles ont largement été oubliées dans les actions entreprises : toute formation devra être conçue et offerte de façon à leur être accessible.

References

1. Norwegian Institute of International Affairs (2024). *The Use and Impact of mis-and disinformation on United Nations Peacekeeping Operations*, accessible sur <https://www.nupi.no/en/news/the-use-and-impact-of-mis-and-disinformation-on-united-nations-peacekeeping-operations>.
2. Parlement européen (2024). *Online information manipulation and information integrity - An overview of key challenges, actors and the EU's evolving response*, accessible sur [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2024/762416/EPRS_BRI\(2024\)762416_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2024/762416/EPRS_BRI(2024)762416_EN.pdf).
3. Fondation Berghof (2025). *Peacebuilding and disinformation: Taking stock and planning ahead*.
4. Saner (2026). *Introduction to the special issue on gendered disinformation*, accessible sur <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/09589236.2026.2629862>.
5. Ibid., et Brown (2024). *Gender-based Discrimination: A Tool of Hybrid Warfare*, accessible sur <https://www.queensu.ca/cidp/publications/policy-briefs/gender-based-disinformation-tool-hybrid-warfare>.
6. Abbas et McNeil-Wilson (2025). *Digital Masculinities in Crisis: Understanding Virtual Pathways to Male Extremism Across Communities*.
7. Parlement européen (2024).
8. Secrétaire général des Nations unies (2023). *Promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression*, accessible sur <https://docs.un.org/en/A/78/288>.
9. Une route qui connecte deux villes.
10. Fondation Berghof (2025).

Conciliation Resources est une organisation internationale déterminée à mettre fin aux conflits violents et à créer des sociétés plus pacifiques. Nous travaillons avec des victimes de guerres et de violences et réunissons une diversité d'opinions afin de changer durablement la situation.

Conciliation Resources, Unit 1.1, First Floor,
Brick Yard, 28 Charles Square,
London N1 6HT, UK

@ cr@c-r.org

+44 (0)20 7359 7728

www.c-r.org

in Conciliation Resources

f ConciliationResources

@crbuildpeace.bsky.social

Conciliation Resources is a charity registered in England and Wales (1055436)
and a company limited by guarantee registered in England and Wales (03196482)

